

**Zeitschrift:** Serie Ares : histoire militaire = Militärgeschichte  
**Herausgeber:** Association suisse d'histoire et de sciences militaires  
**Band:** 5 (2021)

**Artikel:** Des territoires occupés aux Pays-Bas neutres : extension du domaine de la lutte clandestine  
**Autor:** Rezsöhazy, Élise / Debruyne, Emmanuel  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1043677>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 16.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Élise Rezsöhazy & Emmanuel Debruyne

Des territoires occupés aux Pays-Bas neutres :  
extension du domaine de la lutte clandestine

*Von 1914 bis 1918 waren die von der deutschen Armee besetzten Länder Belgien und Frankreich ein Glücksfall für die Nachrichtendienste der Alliierten, die hier in nächster Nähe ihrer Gegner interessante Informationen über deren Kriegsanstrengungen gewinnen konnten. Allerdings konnten sie ihre Sender nicht direkt auf besetztem Gebiet aufstellen, wo mehrere Geheimpolizeien aktiv waren, die zum einen dem Besatzungsregime, der Generalregierung, zum andern den Armeen unterstellt waren. Um im besetzten Land Beobachtungsoperationen zu leiten, erwiesen sich die Niederlande deshalb als erstrangige Alternative. Seit Anfang des Konflikts stellte dieses neutrale Land die Drehscheibe für die belgischen, französischen und britischen Geheimdienste dar, die hier eine Reihe von Funkstationen errichteten, die sie selber organisierten oder für die sie eine Art «Résistance avant la lettre» in den überfallenen Gebieten nutzten. Dieser Widerstand entwickelte sich vor allem im Generalgouvernement und, unter grösseren Schwierigkeiten, in den Etappen, wo die deutschen Truppen sehr dicht standen. Mehr als 6500 Belgier und Franzosen, verteilt über mehr als 200 Spionagenetzwerke, wurden von den alliierten Diensten angestellt. Ihre Anstrengungen richteten sich hauptsächlich auf die Eisenbahnen, um die Bewegungen des Feindes nachzuzeichnen. Die Sammlung der Informationen war mühsam, doch war die Übermittlung noch viel gefährlicher, da stets die Verbindung mit den Niederlanden sichergestellt werden musste.*

De 1914 à 1918, la Belgique et la France occupées par les forces armées allemandes sont une aubaine pour les services de renseignement alliés qui peuvent y récolter, au plus près de leur adversaire, des informations intéressantes directement sur son effort de guerre. Ils ne peuvent toutefois pas installer directement leurs antennes en territoires occupés, où plusieurs forces de police secrète attachées d'une part au régime d'occupation, le Gouvernement général, et d'autre part aux armées, sont actives. Pour diriger les opérations d'observation en pays occupés, les Pays-Bas s'avèrent être une alternative de premier choix. Dès le début du conflit, ce pays neutre constitue la base arrière des services de renseignement belges, français et britanniques qui y établissent une série d'antennes qui elles-mêmes organisent ou tirent parti d'une «résistance avant la lettre» dans les zones envahies<sup>364</sup>. Cette résistance se développe surtout dans le Gouvernement général, et avec plus de difficultés dans les zones des Étapes, où la densité de troupes allemandes est très élevée. Plus de 6'500 Belges et Français, répartis en plus de 200 réseaux de renseignement, sont employés par les services alliés<sup>365</sup>. L'effort principal est concentré vers le renseignement ferroviaire, destiné à reconstituer les mouvements de l'ennemi. La collecte est pénible, mais la transmission est bien plus périlleuse, puisqu'il faut assurer la liaison avec les Pays-Bas.

Outre les réseaux de renseignement, d'autres entreprises clandestines s'opposent à l'occupant en Belgique et en France. Créée à l'initiative d'occu-

pés, la presse clandestine est destinée d'abord à contrer la presse contrôlée par l'occupant, de manière à maintenir le moral de la population occupée et à la garder dans une forme de culture de guerre. Des filières d'évasion se constituent également de manière spontanée. Elles visent à exfiltrer hors des territoires occupés les soldats alliés dépassés par l'offensive allemande en 1914, puis des volontaires de guerre ou des ouvriers qualifiés belges et français désireux de se joindre à l'effort allié. D'autres occupés mettent en place des organisations de correspondance clandestine, vouées à maintenir une liaison postale entre les soldats belges et français mobilisés et leurs familles restées en pays occupé. Aucun groupe de résistance armée ne se forme par contre, et le sabotage est peu pratiqué. Si ces formes de résistance ne sont pas organisées au départ des Pays-Bas et ne sont pas le fait des services de renseignement alliés, ce pays neutre n'en demeure pas moins un point de passage, en particulier pour les futurs soldats qui rejoignent le front par l'intermédiaire de la Grande-Bretagne.

En territoires occupés, les polices secrètes allemandes sont aux prises avec ces différentes organisations<sup>366</sup>. Elles enquêtent sur les réseaux, les infiltrent avec l'aide d'agents autochtones recrutés pour l'occasion, en arrêtent les membres qui sont ensuite jugés par les tribunaux militaires, et parfois exécutés. La poursuite des agents de renseignement ou des soldats alliés perdus derrière les lignes conduit ces polices à poursuivre leurs enquêtes aux Pays-Bas. Ceux-ci constituent de cette manière une extension de leur terrain d'activité principal. C'est donc en tant que lieu du prolongement du combat qui se joue en territoires occupés que nous envisageons le royaume batave dans cette contribution. Bien que l'espionnage à leur encontre existe bien durant le conflit<sup>367</sup>, les Pays-Bas sont surtout un terrain de jeu pour les protagonistes alliés d'un côté et allemands de l'autre, qui y mènent leurs opérations de renseignement les uns contre les autres.

Il n'est donc pas question ici de faire une étude approfondie du tissu social et institutionnel complexe de cette guerre de l'ombre où s'entremêlent structures et acteurs diplomatiques, humanitaires, militaires, policiers et clandestins, allemands, français, néerlandais, anglais ou belges. Car ce qui se construit aux Pays-Bas durant le conflit est un véritable enchevêtrement, et si plusieurs historiens ont réussi à tirer quelques fils de cette immense toile<sup>368</sup>, personne n'est encore parvenu à en présenter une vue d'ensemble. Les frontières entre les acteurs et les pratiques sont extrêmement poreuses dans ce pays qui tolère les activités souterraines, où un agent français, sous couvert diplomatique, peut jouer le jeu de l'espionnage anglais et du contre-espionnage allemand en même temps qu'il entretient de subtiles relations avec la police néerlandaise. Une étude résolument transnationale permettrait sans doute d'apporter quelques lumières sur ce paysage encore plongé dans l'ombre.

## Enjeux et implications de la neutralité néerlandaise

La forme que prend la guerre secrète aux Pays-Bas est d'abord conditionnée par la neutralité du pays. Des historiennes telles que Suzanne Wolf ou Maartje Abbenhuis ont bien montré les enjeux que recouvrent un tel statut du point de vue des relations internationales et de la gestion des flux de réfugiés qui traversent quotidiennement le pays durant le conflit<sup>369</sup>. Wim Klinkert, de son côté, a exploré les implications de ce statut dans le domaine du renseignement<sup>370</sup>.

Dès la fin du mois de juillet 1914, le pays réaffirme son statut de neutre en même temps qu'il mobilise son armée pour se prémunir de toute invasion. En effet, la neutralité se défend et se protège, mais elle impose également le respect de certaines prescriptions internationales définies lors des conventions internationales de La Haye en 1899 et 1907 et de Londres en 1909. Les Pays-Bas se doivent de présenter au monde un visage adéquatement neutre<sup>371</sup>. Ils ne peuvent entre autres favoriser aucune puissance présente sur leur territoire. Alors que le pays a toujours entretenu des relations avec ses deux grands voisins, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, et que, en contexte de guerre, ces deux puissances s'affrontent, il est plus que jamais nécessaire de préserver un équilibre pour garder le pays en dehors du conflit, notamment par le maintien de relations commerciales égales avec tous les belligérants. Il est toutefois illusoire de penser qu'un pays puisse être épargné par un conflit de cette ampleur. Si ses effets sont bien différents pour les Pays-Bas et, de manière générale, pour les pays neutres que pour les belligérants, aucun d'entre eux n'échappe à ses répercussions sur leur économie, leur vie sociale ou leur vie culturelle. La situation est d'autant plus délicate qu'avec l'invasion de la Belgique, l'Allemagne cerne littéralement les Pays-Bas, et qu'une entrée en guerre serait également synonyme d'invasion. Ses colonies sont tout autant à la merci d'une offensive alliée, qui pourrait aussi prendre la forme d'un débarquement sur leurs côtes. La petite armée néerlandaise reste donc mobilisée pendant toute la guerre, mais la meilleure stratégie reste encore pour les Pays-Bas de garder une bonne relation avec l'ensemble des protagonistes.

La guerre a aussi placé les Pays-Bas dans la situation particulière de disposer d'une longue frontière avec un pays belligérant – la Belgique – occupé par un autre pays belligérant – l'Allemagne. Cette situation a plusieurs effets sur l'activité des services de renseignements établis sur le sol néerlandais. Le statut de pays neutre y attire en effet, au moment de l'invasion de la Belgique, plus d'un million de réfugiés belges, soit l'équivalent de près d'un sixième de la population des Pays-Bas à l'époque. Ce mouvement migratoire pose alors un énorme problème humanitaire et logistique<sup>372</sup>. Si la plupart des réfugiés rentrent chez eux avant la fin du mois d'octobre, une fois l'invasion passée, et que d'autres passent au Royaume-Uni, près de

100 000 restent sur le territoire néerlandais, où la majorité est internée dans des camps<sup>373</sup>. En outre, suite à la politique d'expulsion du gouvernement belge, nombre d'Allemands et d'Austro-Hongrois se voient forcés, parfois violemment, de quitter le territoire belge et de trouver refuge dans le pays voisin, avant de poursuivre leur route vers l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie ou de retourner en Belgique lorsque les Allemands y sont établis<sup>374</sup>.

Dès le début du conflit également, la présence de soldats de l'Entente ou des Empires centraux aux Pays-Bas représente une menace plus importante pour la neutralité que la crise des réfugiés. En effet, les puissances belligérantes ne peuvent faire un usage militaire du territoire néerlandais. Les autorités adoptent également à leur égard, dès le mois d'août 1914, une politique d'internement<sup>375</sup>. Différents profils de militaires sont concernés : ceux qui ont été refoulés par les combats, les prisonniers de guerre échappés d'Allemagne ou de Grande-Bretagne, et les déserteurs, en particulier allemands. Au total, entre 1914 et 1918, 46 829 internés militaires passent par les camps néerlandais, parmi lesquels beaucoup restent de manière durable, d'autres parvenant à fuir, ou faisant l'objet d'échanges entre puissances belligérantes. Les déserteurs allemands sont certainement l'enjeu le plus important que doivent gérer des Pays-Bas. Ceux-ci arrivent par dizaines de milliers entre 1916 et 1918<sup>376</sup>. La menace qu'ils représentent pour la sécurité pousse les autorités néerlandaises à mettre sur pied à l'été 1917 des camps qui leur sont réservés<sup>377</sup>, sans que tous les déserteurs ne puissent toutefois y être logés.

Les contrebandiers donnent également du fil à retordre aux troupes néerlandaises chargées de la protection des frontières<sup>378</sup>, tout comme les espions qui constituent une autre menace pour la neutralité néerlandaise. En particulier dans les premières semaines de la guerre, une certaine psychose de l'espion se répand à travers les Pays-Bas<sup>379</sup> et chez les autorités militaires et civiles, qui voient dans chaque réfugié ou interné un espion potentiel<sup>380</sup>. Pour elles, il faut surtout éviter que leurs propres concitoyens fournissent des informations préjudiciables ou soient impliqués d'une manière ou d'une autre dans des activités illégales.

La menace permanente qui plane sur les Pays-Bas les conduit dès lors à appliquer à certaines localités l'état de guerre ou l'état de siège, en particulier dans les espaces qui longent les frontières et dans les localités où se trouvent les camps<sup>381</sup>. Ces statuts offrent aux autorités militaires d'importants pouvoirs : restrictions des libertés, mesures relatives à la circulation, aux rassemblements, aux événements publics ou à la possession de certains objets sont de mise. Au total, au cours du conflit, près de 75 % des villes néerlandaises passent sous juridiction militaire.

En Belgique, la frontière constitue également un enjeu pour l'occupant allemand qui veut éviter qu'hommes et renseignements atteignent les Pays-Bas. Pour éviter les passages indésirables, les autorités allemandes

imposent de nombreuses réglementations visant la réduction de la mobilité des occupés et la traversée de la frontière, et garnissent à partir d'avril 1915 les 300 km de cette dernière d'une clôture électrifiée surnommée le « fil »<sup>382</sup>. Le dispositif est constamment renforcé au cours du conflit. Mais pour les occupés, le front étant infranchissable, les contacts entre les territoires occupés et le monde extérieur dépendent presque entièrement du passage de cette frontière, que celui-ci soit autorisé, toléré ou interdit.

### La tolérance active des autorités néerlandaises

Tout au long du conflit, les Pays-Bas sont donc une terre de transit ou un refuge durable pour divers profils, qui constituent autant d'enjeux et de sources pour le renseignement allié, néerlandais ou allemand. Doté de peu de moyens pour en assurer une surveillance rapprochée, le jeune *GSIII*, service de renseignement militaire néerlandais né un mois avant le début de la guerre<sup>383</sup>, adopte une politique pragmatique de « laissez-faire » à leur égard<sup>384</sup>. Une marge de manœuvre est accordée aux services de renseignement belligérants à la condition que leurs activités ne menacent pas la neutralité du pays : aucune action violente ne peut être commise, aucun acte d'espionnage ne peut être directement dirigé contre les Pays-Bas. Dans le cas contraire, les auteurs du délit peuvent être poursuivis en justice. De leur côté, les autorités néerlandaises sont tenues de leur accorder les mêmes avantages et désavantages et de rester équitables et impartiales dans le traitement qu'elles réservent aux services étrangers et à leurs agents arrêtés<sup>385</sup>. Le chef de la légation de Belgique à La Haye écrit d'ailleurs à l'été 1915 au ministre belge des Affaires étrangères qu'il ne peut se risquer à dénoncer aux autorités néerlandaises les agents dont il aurait connaissance, de peur que, par souci d'impartialité, la police néerlandaise expulse également les agents alliés<sup>386</sup>.

Les activités qui n'impliquent que les belligérants ne préoccupent donc les autorités néerlandaises qu'en cas de débordement. Pour leur surveillance, le *GSIII* peut compter sur les différentes forces de police du pays, dont celle de Rotterdam, qui est particulièrement active et efficace, ainsi que sur la police militaire, la *Koninklijke Marechaussee*. La stratégie revient à rester en contact avec les agents et à tisser des relations privilégiées avec eux afin de se tenir au courant de leurs intentions. Le cas le plus éloquent est celui de l'agent britannique Tinsley, devenu très proche du responsable de la police fluviale de Rotterdam, François van 't Sant. Ce dernier parvient également à entretenir d'étroites relations avec les agents allemands, comme en témoigne un rapport rédigé par le consul allemand Bosenick à Rotterdam au ministre des Affaires étrangères à Berlin, dans lequel il avance qu'il a de bons contacts avec van 't Sant<sup>387</sup> dont il obtient « des informations précieuses [...] sur la neutralité néer-

landaise et sur les attentes néerlandaises quant aux éventuelles actions britanniques sur la côte »<sup>388</sup>.

Les agents de renseignement alliés et allemands acceptent ce marché et collaborent donc dans une certaine mesure avec la police dans un système où tout le monde semble gagnant. Wim Klinkert qualifie ce système de « *live-and-let-live* »<sup>389</sup>. Selon ce mode de fonctionnement, les autorités néerlandaises, si elles obtiennent des informations de la part des agents belligérants, doivent également en donner en échange. Tout en restant en de bons termes avec les deux camps, le renseignement néerlandais garde une relativement bonne vision de ce qui se passe sur le sol néerlandais<sup>390</sup>.

### Le renseignement allié aux Pays-Bas : 1914-1916

Dans les premiers mois du conflit, les services alliés investissent les Pays-Bas. Flessingue, Maastricht et Rotterdam surtout deviennent les centres du renseignement allié, d'où partent toutes les instructions et où reviennent les informations récoltées par les agents en territoires occupés. Les filières d'évasion et de recrutement, ainsi que les réseaux se chargeant du transport des lettres ne bénéficient pas pour leur part d'une organisation centralisée.

Flessingue est une des premières villes néerlandaises utilisée comme base arrière par le renseignement allié. Elle présente l'avantage d'être très proche des opérations d'Anvers et des Flandres à l'automne 1914, et du front par la suite. Surtout, elle dispose d'une liaison maritime rapide et régulière avec la Grande-Bretagne, en particulier avec Folkestone, qui revêt une importance stratégique pour le renseignement. En effet, à partir du 22 novembre 1914, un bureau interallié s'y implante. La France y est représentée par le commandant Wallner<sup>391</sup>, les Britanniques par le major Cecil Aylmer Cameron (et par le lieutenant O'Caffrey, alias Church, pour l'Amirauté) et les Belges par le commandant Joseph Mage, mais les rivalités minent leur coopération<sup>392</sup>. Les trois sections se coordonnent, du moins en théorie, pour mettre en place un système de renseignement efficace en installant une série d'antennes aux Pays-Bas.

Flessingue devient en quelques mois un véritable « nid d'espions » alliés. L'arrivée dans cette ville de nombreux réfugiés et fugitifs espérant passer en Grande-Bretagne est une opportunité pour les services alliés, qui peuvent récolter des informations en les interrogeant, voire trouver parmi eux des agents à renvoyer en pays occupé. Le renseignement militaire français y établit une « direction » dès septembre 1914, à l'origine de réseaux très précoces, et notamment du plus grand réseau français, le réseau Hernalsteen (130 agents dans le Nord, les deux Flandres et Bruxelles)<sup>393</sup>. Le renseignement belge y établit à la même époque sa propre officine, qui crée elle aussi divers réseaux, dont le plus grand est celui des Ambulants (110 agents

à Bruxelles et en Flandre)<sup>394</sup>. Les Britanniques installent à leur tour des agents à Flessingue en novembre 1914. Après quelques mois à Breda, le belge « José » Courboin y assure à partir de 1915 la direction des agents opérant pour le major Cecil Aylmer Cameron, chef d'un service de renseignement du *Great Headquarter*<sup>395</sup>. Les hommes de Courboin sont cependant répartis dans toutes les villes importantes situées près de la frontière belge, ce qui leur permet de diriger au plus près les réseaux qu'ils implantent un peu partout en territoires belge et français. Début 1915, l'organisation Church, de l'Amirauté britannique, dispose aussi d'agents à Flessingue, qui ont leurs propres réseaux. Enfin, le service d'Ernest Wallinger, établi à Londres et dépendant du *GHQ*, mais qui constitue une organisation parallèle et concurrente à celle de Cameron, installe aussi son représentant à Flessingue en avril 1915, qui y crée en guise de couverture la *Cereal Company*.

Bien qu'à une soixantaine de kilomètres de la frontière belge, Rotterdam – poumon économique du pays – n'en constitue pas moins un centre important du renseignement allié. La ville dispose de nombreuses connexions maritimes régulières, notamment avec Tilbury (l'avant-port de Londres) et c'est vers elle que convergent les lignes de chemin de fer qui relient les différentes villes du sud des Pays-Bas. Le transit par Rotterdam de beaucoup de réfugiés rend la ville intéressante pour les différents services alliés au même titre que Flessingue. Le renseignement français y établit une direction en 1915. Les agents de Church y sont aussi établis, et y partagent leur temps avec Flessingue. Surtout, c'est à Rotterdam que se trouve l'*Uranium Steamship Company*, couverture de l'organisation T, dirigée par Tinsley qui travaille pour le MI1c, le *Secret Intelligence Service*. Ses vastes locaux abritent des réfugiés belges dès le début de la guerre, puis des volontaires échappés du pays occupé ; ces personnes sont interrogées avant de partir vers l'Angleterre. En mars 1915, Tinsley charge un Belge, Arthur Frankignoul, de créer des réseaux en Belgique occupée. Celui-ci s'installe à Maastricht, d'où il crée plusieurs réseaux, le plus grand étant Bordeaux (130 agents répartis entre Liège et Bruxelles)<sup>396</sup>.

Maastricht constitue un autre pôle important de cette première partie de la guerre. Sa situation est excellente, à un jet de pierre des provinces belges de Liège (avec son nœud ferroviaire stratégique) et du Limbourg, mais aussi de l'Allemagne. Le GQG français y compte dès août 1914 sur Albert Bénazet, un agent « *stay behind* » établi à Verviers qui s'est replié dès l'invasion sur la ville néerlandaise, d'où il dirige ses agents recrutés dans l'est de la Belgique<sup>397</sup>. Une seconde « direction » le complète fin 1914, dirigée par Henri Derny puis à partir de 1915 par Emile Fauquenot, tandis qu'un autre Français, Renier, y opère pour l'attaché militaire à La Haye. D'autres y travaillent pour les Britanniques, comme Arthur Frankignoul pour T, Henri Afchain pour Cameron, et l'un ou l'autre agent de Van

Tichelen pour Wallinger. Enfin, le renseignement belge s'y établit également en juin 1915, et crée ou raccroche plusieurs réseaux, dont le réseau VDB (120 agents actifs à Bruxelles et dans le Hainaut). Si la concurrence est rude entre les services alliés, elle l'est également entre les antennes britanniques. Fin 1915, suite à un compromis établi entre les services britanniques pour mettre fin aux querelles, Afchain quitte Maastricht pour Tilburg, Cameron devant laisser à Tinsley l'est de la Belgique pour se concentrer lui-même sur l'Ouest.

Enfin, des officines sont également établies à La Haye, capitale administrative des Pays-Bas et donc lieu de concentration des ambassades, qui n'est qu'à une vingtaine de kilomètres de Rotterdam. L'attaché militaire français y est en 1915 le point de chute de deux petits réseaux, et l'ambassade de Belgique a aussi son propre petit réseau. Enfin, plusieurs villes proches de la frontière constituent d'autres relais du renseignement allié. Cameron dispose par exemple d'agents à Breda, Sas-de-Gand, Tilburg, Bergen-op-Zoom, Ijzendijke, Zelzaete et Venlo. Retenons surtout le rôle de Roosendaal, où se sont repliés de nombreux membres du personnel ferroviaire belge, très présents dans les débuts du renseignement belge<sup>398</sup>. La famille Moreau y joue un rôle primordial, d'abord en favorisant l'émigration des cheminots, notamment via Flessingue et Rotterdam. Son implication dans le renseignement commence par des interrogatoires de réfugiés, puis en février 1915, les Moreau montent plusieurs réseaux pour le renseignement belge. Le manque de suivi financier les conduit à s'en éloigner, pour se raccrocher en octobre à l'organisation T. C'est le début du service ORAM. Ce tour d'horizon serait incomplet sans une mention de la curieuse situation de Baarle-Duc, petit d'enclaves belges en plein territoire hollandais, à quelques kilomètres de la Belgique. Dans cette localité restée libre – l'armée allemande ne peut l'envahir sans violer la neutralité hollandaise – l'armée belge installe une antenne radio en février 1915, qui devient opérationnelle dès octobre<sup>399</sup>. Celle-ci est surtout utilisée à des fins d'écoute et de radiogoniométrie, mais elle a peut-être été utilisée occasionnellement pour communiquer des renseignements urgents. Cameron y dispose aussi d'un homme, qui établit un pigeonier pour la réception des messages urgents.

### Le renseignement allié aux Pays-Bas : 1916-1918

La seconde moitié de l'année 1916 est le théâtre d'un important renouvellement. En effet, la plupart des réseaux créés les deux années précédentes sont détruits durant les derniers mois de 1915 et jusqu'à l'été 1916. Ainsi, le grand réseau français Hernalsteen est démantelé à la fin de l'été 1915. Côté belge, les Ambulants s'effondrent autour d'avril 1916, VDB et plusieurs réseaux connexes en juin 1916. Quant à Bordeaux, le grand réseau de Frankignoul, il est emporté à l'été 1916.

Désormais, les antennes françaises de Flessingue et de Maastricht n'ont plus qu'une activité réduite, tandis que l'attaché militaire français à La Haye abandonne les initiatives de ce type. Le Français Wallner se désinvestit des Pays-Bas : seuls quelques réseaux sont encore créés, de taille réduite. Mage est plus amer, mais la dynamique est tout aussi brisée chez les Belges, qui ne disposent plus que d'un nombre réduit de réseaux, et ne parviennent plus qu'à en créer sporadiquement. Leur antenne de Flessingue se replie à Rotterdam après l'arrestation de son chef par la police néerlandaise en décembre 1916. Ce repli est emblématique d'un mouvement général. Courboin quitte aussi Flessingue pour Rotterdam fin 1916, de même que Van Tichelen ; et ils y sont rejoints par les Moreau début 1917. Tous continuent cependant à créer des réseaux pour les Britanniques. Les perturbations puis l'arrêt de la liaison maritime avec Folkestone ôte en fait à Flessingue une partie de son attrait, au profit de Rotterdam, où le trafic avec la Grande-Bretagne est maintenu jusqu'à la fin de la guerre. La plupart des services conservent cependant des agents à Flessingue, pour la liaison avec les réseaux.

Alors que le renseignement belge et français s'essouffle, l'organisation T, malgré les déboires de Frankignoul, prend une ampleur inédite. L'été 1916 voit l'entrée en activité à Rotterdam de Henry Landau, jeune officier sud-africain, qui s'avère très actif dans la création de réseaux dynamiques. Ses plus grandes réussites résident toutefois dans sa capacité à raccrocher des groupes de qualité auxquels il donnera les moyens de se développer. C'est également sous sa direction que la Dame Blanche, réseau créé en 1916 et rattaché à Landau en juillet 1917 après avoir établi une liaison éphémère avec les Belges puis avec Cameron, connaît son véritable essor<sup>400</sup>. Il devient alors, et de loin, le réseau le plus étendu, le plus productif et l'un des plus sûrs de la guerre, avec sa gigantesque structure de près d'un millier d'agents. Ses rets s'étendent sur la quasi-entièreté du pays occupé.

De son côté, ORAM bénéficie à partir de ce moment du soutien illimité de Tinsley, qui souhaite compenser la perte de Bordeaux. Les Moreau installent des têtes de lignes tout le long de la frontière belgo-néerlandaise, qui assurent la liaison avec les nombreux réseaux créés par ORAM et développent pour ce faire des groupes spécialisés dans la transmission. Tinsley soutient également Edouard Lagasse de Loch, directeur du tramway vicinal replié à Maastricht où il avait travaillé avec Frankignoul, qui met sur pied Hunter à l'automne 1916<sup>401</sup>. Cette organisation crée de nouveaux réseaux dans l'est de la Belgique. Hunter se spécialise aussi dans l'interrogatoire des déserteurs allemands dans les camps d'internement néerlandais<sup>402</sup>.

Parallèlement, l'organisation T bénéficie de la centralisation croissante de l'acheminement des renseignements arrivés aux Pays-Bas, tandis que le climat de concurrence entre les services tend à s'apaiser. À la fin de la

guerre, une nouvelle reconfiguration est opérée. Début 1918, Cameron est démis peu après le démantèlement de son grand réseau, Biscops. Les réseaux de Courboin sont alors raccrochés à Wallinger, tandis que ceux de Church sont intégrés à l'organisation T. Autrement dit, la plupart des renseignements collectés par les réseaux britanniques arrivent désormais chez Landau. Ce dernier les remet à Laurence Oppenheim, l'attaché militaire britannique à La Haye, qui télégraphie le plus urgent et assure l'expédition de l'ensemble.

Cette présentation ne donne qu'une idée superficielle de la complexité du paysage des services alliés, mais il faut avant tout retenir que leur présence en nombre, leur dispersion, leurs partenariats et les transferts d'une direction à l'autre sont autant d'obstacles pour la police secrète allemande qui tente de démêler et de remonter les organisations mises en place en territoire occupé.

### Le contre-espionnage allemand en pays occupés

Dès le début de la guerre, l'occupant met sur pied des polices secrètes, chargées de la protection du secret militaire et des dignitaires allemands. Dans la zone des Étapes et des opérations, étendue essentiellement sur les dix départements français occupés et, en Belgique, sur les deux Flandres, chaque armée possède dès le début du conflit une *Geheime Feldpolizei* (police secrète de campagne désormais *GFP*). Chaque *GFP* est constituée d'un bureau central et d'une série de succursales. La plus importante est celle de la 4<sup>e</sup> armée, présente dans les Flandres, qui en compte moins de 65 en octobre 1918<sup>403</sup>. Ces *GFP* sont placées sous l'autorité du *Feldpolizeidirektor* Maximilian Bauer<sup>404</sup>, établi à Charleville-Mézières, auprès du Grand Quartier Général impérial. Elles dépendent de la *Sektion* puis *Abteilung IIIb*, service de renseignement de l'armée allemande, dirigé par le *Major* Walter Nicolai<sup>405</sup>.

Dans la zone administrée par le Gouvernement général, la *Zentralpolizeistelle* (bureau central de police, désormais *Z. St.*) est établie à la fin de l'année 1914 et dirigée par le *Hauptmann* Curt Joël<sup>406</sup>, puis par le *Hauptmann* Imhoff à partir de la moitié de l'année 1917. Cette police secrète constitue une section du Gouvernement général, mais dépend aussi de la *Sektion IIIb*. Elle est organisée de manière hiérarchisée, avec un bureau central à Bruxelles, des *Abschnitte* (département) dans les provinces et des *Polizeistellen* (bureau de police) dans les grandes villes et points stratégiques.

Finalement, dans la zone côtière, occupée par le *Marinekorps Flandern*, une autre police, qui dépend du *Nachrichtenabteilung*, puis de l'*Abteilung G* (pour *Gegenspionage*) de l'*Admiralstab* existe, sans doute également depuis la fin de l'année 1914. Elle n'est compétente que sur un territoire

réduit d'environ 400 km<sup>2</sup> qui partage toutefois sa frontière nord-est avec les Pays-Bas. Cette *Geheime Feldpolizei des Marinekorps* est dirigée par le *Feldpolizeikommissar* Emile Gropengießer<sup>407</sup>.

Pour toutes ces polices, le contrôle de ce qui se passe aux Pays-Bas commence à la frontière. Le besoin de contrôler cet espace pousse dès le mois de novembre 1914 le chef de l'administration civile en Belgique à plaider auprès du secrétaire d'État de l'Intérieur pour la création de ce qui deviendra la *Z. St.* En avril 1915, alors que la construction de la ligne électrifiée débute, la frontière belgo-néerlandaise constitue un des enjeux principaux de celle-ci ; la question occupe par exemple plus d'un tiers d'un rapport qu'elle dresse sur l'expérience de terrain acquise depuis sa création<sup>408</sup>. Les policiers se révèlent particulièrement attentifs aux stratagèmes utilisés à la fois par ceux qui cachent sur eux objets et correspondance et par ceux qui franchissent clandestinement la ligne. La police du *Marinekorps* constate ainsi que des femmes cachent des messages dans des serviettes hygiéniques qu'elles peignent en rouge<sup>409</sup>. Nombreuses sont les circulaires diffusées parfois par les autorités militaires au niveau central, qui décrivent ces techniques.

Ce sont naturellement surtout les bureaux de police en Belgique qui se préoccupent de ce qui se trame aux Pays-Bas, pour des raisons de proximité géographique. Du côté des *GFP*, seule celle de la 4<sup>e</sup> armée, dont la zone possède une frontière commune avec le pays neutre, y est réellement impliquée. En zone de Gouvernement général, plusieurs bureaux de police sont placés dans la zone frontalière et sont chargés en particulier d'y surveiller et contrôler le trafic, comme ceux de Turnhout, Tongres ou Essen, où débarquent les trains qui relient les Pays-Bas à la Belgique et à la sortie desquels des fouilles et contrôles rigoureux sont faits. Le bureau de Liège est également attentif à la frontière, sa situation géographique lui permettant par ailleurs une collaboration à la fois avec les instances consulaires à Maastricht et avec les forces de police à Aix-la-Chapelle. Mais c'est dans le Limbourg que se concentre la majorité des postes frontière allemands, avec 22 postes, contre seulement 10 dans la province d'Anvers en avril 1915<sup>410</sup>.

### Les structures du contre-espionnage allemand aux Pays-Bas

Ce n'est pourtant que tardivement que des structures de renseignement allemandes prennent pied aux Pays-Bas. En effet, si les Alliés y établissent des bureaux dès le début de la guerre, du côté allemand, ce n'est qu'à partir de la seconde moitié du conflit que ceux-ci apparaissent. Pourtant, l'Allemagne est très tôt consciente de l'utilisation du pays neutre par les Alliés. En effet, les 9 et 10 décembre 1914, à Strasbourg, le « *Major Nicolai* décrit la voie qu'emprunte probablement actuellement l'espionnage ennemi, à savoir celle des États étrangers neutres ». Le commandement suprême de

l'armée exige alors « de barrer le chemin vers les pays étrangers neutres »<sup>411</sup>. Avant la seconde moitié de 1916, seules les structures diplomatiques et consulaires accueillent les agents, centralisent et distribuent l'information. Depuis des décennies, ces acteurs constituent d'ailleurs la source principale des services de renseignement allemands.

Tout au long du conflit, alors que les structures de renseignement sont contraintes de travailler sous couvert, les consulats et légations présents dans les villes où les activités de renseignement sont les plus intenses sont mis à contribution. Ils font partie intégrante de l'ensemble composé par les structures de renseignement des belligérants, et endossent deux rôles importants pour le contre-espionnage allemand. D'abord, ils informent la police de personnes ou activités suspectes et ont même à leur disposition des *Vertrauensleute* (hommes de confiance). Ensuite, ils recrutent de nouveaux agents néerlandais, français ou belges, qui sont envoyés en Belgique ou employés aux Pays-Bas. Certains Belges, comme des déserteurs ou des réfugiés, désireux de rentrer chez eux, s'adressent même volontairement aux structures diplomatiques allemandes, qui leur offrent alors de se mettre à leur service en échange d'un retour sans encombre en Belgique occupée.

Ces structures diplomatiques et consulaires collaborent avec les polices secrètes en territoires occupés mais leur statut leur interdisant en réalité de se prêter à des activités clandestines, la coopération dépend énormément des personnalités impliquées. Il faut par exemple attendre le remplacement de l'attaché militaire allemand à La Haye, l'*Oberleutnant* Ostertag, mal à l'aise avec sa position, par l'*Oberleutnant* Renner en juin 1915 pour qu'une réelle collaboration avec la *IIIb* s'installe. Le consulat allemand à Rotterdam est quant à lui le plus actif en matière de renseignement. Le consul Carl Richard Gneist<sup>412</sup> est présenté comme le principal organisateur de l'espionnage allemand aux Pays-Bas par des historiens tels que Boghardt, Ruis ou Klinkert. Présent à Rotterdam depuis 1911, il est remplacé en 1916 par Heinrich Alfred Bosenick, jusque-là vice-consul<sup>413</sup>, alors que l'implication de Gneist dans le renseignement est suspectée par la police néerlandaise<sup>414</sup>. Les Alliés ayant également recours à ce procédé, les activités de ces diplomates ne peuvent être gardées secrètes longtemps. Un article publié le 15 mai 1915 dans *Le Petit Parisien* pointe d'ailleurs le rôle de ces officines dans le renseignement et cite même l'attaché militaire Ostertag comme étant « l'espion en chef de l'Allemagne en Hollande et l'organisateur de tout le service ». Le journaliste prétend que « les espions [...] ont des paroles quotidiennes soit au café, soit chez le consul d'Allemagne » et que « des rapports interminables sont expédiés chaque jour à La Haye, à la légation et sont renvoyés à Berlin ». Ces déclarations ont d'ailleurs de quoi inquiéter l'*Auswärtiges Amt* dont un employé a souligné au trait gras les références aux activités menées sous couvert diplomatique. Sans doute l'article n'est-il pas étranger au remplacement, un mois plus tard, d'Ostertag par Renner<sup>415</sup>.



Dans la seconde moitié du conflit, lorsque les antennes alliées s’y installent en nombre, le rôle de Rotterdam prend encore davantage d’importance. Un certain Deltor von Behr, inspecteur de police de Berlin, qui, selon Wim Klinkert, « avait dirigé le contre-espionnage allemand en Hollande depuis le début de 1915 »<sup>416</sup> y aurait installé ses bureaux sous le couvert de la *Holland-American Import and Export Company*, située *Wijnhaven*<sup>417</sup>. Klinkert, qui situe la société d’import-export dans le bâtiment même du consulat, la *Witte Huis* (maison blanche), explique que « ces bureaux étaient le centre de recrutement des agents allemands et la police de Rotterdam les gardait sous surveillance 24 heures sur 24, comme c’était le cas pour la compagnie maritime de Tinsley, qui se trouvait à une distance de 700 mètres seule-

ment »<sup>418</sup>. C'est en effet sur les *Bompjes*, longue avenue de Rotterdam longeant la Meuse, que se trouve l'*Uranium Steamship Compagny* de Tinsley, couverture de ses activités de renseignement, tandis qu'à quelques pas le bureau de renseignement allemand d'Anvers établit dans le *Maas Hotel*, un quartier général officieux<sup>419</sup>. La Sûreté militaire belge, durant la guerre, identifie cet hôtel comme point où les agents d'Anvers envoient leurs renseignements via le télégraphe<sup>420</sup>. Landau de son côté situe, dans la *Witte Huis*, le quartier général de la police secrète allemande<sup>421</sup>. Quoi que ces bâtiments aient pu abriter, ce sont aussi toujours ces adresses qui reviennent dans les rapports du contre-espionnage français. Leur proximité géographique montre comme cette guerre du renseignement autour d'enjeux globaux, se joue également sur un mouchoir de poche, et confirme l'intuition d'Edwin Ruis qui décrit la ville comme un nid d'espion.

Sans doute l'intensité des initiatives de renseignement aux Pays-Bas, la complexité de l'organisation alliée, les limites inhérentes aux structures diplomatiques et la nécessité d'être au plus proche des réseaux et structures à infiltrer poussent-elles les autorités militaires allemandes à y mettre en place sous couvert deux succursales consacrées au contre-espionnage. Le chef de la *IIIb* suppléante à Berlin signifie clairement dans une circulaire de 1918 que « l'état-major suppléant de l'armée et l'Amirauté de la Marine n'ont, à l'exception des attachés militaires et navals, aucun bureau à l'étranger qui puisse y être connu comme tel. En particulier, il ne doit pas être connu dans les pays étrangers où il existe des postes de renseignement et de contre-espionnage (*G. Stellen*) »<sup>422</sup>. Pour cette raison, les courriers ne peuvent en aucun cas être adressés directement aux bureaux, mais doivent passer par la *IIIb* ou l'*Abteilung G* de l'Amirauté.

À Scheveningen, quartier de La Haye situé directement sur la côte, une antenne de la *Z. St.* établit, probablement au printemps 1916, son siège au n° 106 du *Badhuisweg*, dans la villa Arcadia, au cœur d'un quartier nanti de villas et de maisons bourgeoises. Ce bureau de contre-espionnage, nommé officiellement *Abwehrstelle Z. St. Belgien im Haag*, agit sous le couvert d'un bureau de vérification des passeports (*Passprüfungstelle*) attaché à la légation et peut également être désigné comme étant le bureau Schwermer<sup>423</sup>, du nom de son responsable. Le *Leutnant* Franz Schwermer, jusqu'alors sous-chef d'un bureau de la police secrète à Bruxelles, prend la tête de cette nouvelle antenne en décembre 1916<sup>424</sup>. Le choix de Schwermer illustre parfaitement le lien fonctionnel qui existe entre la *Z. St.* et le bureau à La Haye.

En plus d'une demi-douzaine d'employés allemands, parfois présents aux Pays-Bas avant la guerre, le bureau Schwermer emploie des agents de nationalités diverses dont certains, belges et français, sont également employés dans les bureaux en Belgique et d'autres, néerlandais, ne sont employés qu'à l'*Abwehrstelle*. Au total, ils ne sont sans doute qu'une quinzaine, sans compter les informateurs attachés eux-mêmes aux agents. Selon

le *War Office*, qui publie un rapport sur les polices allemandes en 1921, les *GFP* du *Marinekorps* ainsi que celles de la 4<sup>e</sup> armée peuvent requérir l'assistance du bureau Schwermer<sup>425</sup>. L'ancien policier allemand de Bruxelles Fritz Ball évoque quant à lui la présence d'un bureau de la 4<sup>e</sup> armée à La Haye, mais celle-ci n'est confirmée par aucune autre source<sup>426</sup>.

Dans la villa Arcadia est établie sous la même couverture la *G. Stelle* de l'*Admiralstab* dirigée par un certain von Trützscher. Chargée de contre-espionnage pour l'amirauté<sup>427</sup>, elle apparaît sans doute entre avril et septembre 1916 mais ne semble avoir aucun lien fonctionnel avec la police du *Marinekorps*. Selon Fritz Ball, elle s'occuperait des déserteurs allemands aux Pays-Bas<sup>428</sup>. Cette implantation trouve sans doute en partie son explication dans le fait que la Marine est chargée en particulier de l'espionnage à l'encontre de la Grande-Bretagne et qu'un nombre important de connexions la relie aux Pays-Bas. Cette *G. Stelle* serait elle-même divisée en quatre sections : une section effectivement chargée du contrôle des passeports, une section navale, une section militaire et une dernière politique. Chaque section possède ses propres agents et demeure assez indépendante. Cette *G. Stelle* n'est pas isolée : on lui trouve des homologues dans plusieurs autres états neutres ayant un rapport privilégié à la mer, notamment en Suède à Stockholm, à Göteborg et à Malmö<sup>429</sup>.

Alors que les Alliés sont à ce moment de la guerre surtout concentrés à Flessingue et à Rotterdam, comme le déclarait d'ailleurs le consul Gneist qui avait déjà désigné ces villes en 1915 comme étant « devenues à présent un point de passage très important »<sup>430</sup>, on peut se demander pourquoi les services de renseignement allemands ont établi leurs bureaux à La Haye. Peut-être l'implantation dans un quartier en bord de mer permet-elle une proximité des ports ? Elle autorise par ailleurs, tout en étant proche de Rotterdam, de ne pas brûler ses propres agents, qui pourraient être plus facilement identifiés par les résistants qu'ils y croiseraient. Il se peut également que cette installation compense la faible implication de la légation allemande de La Haye dans les questions de renseignement, contrairement au consulat de Rotterdam. Y instaurer un tel bureau peut permettre aux diplomates à La Haye de garder les mains en dehors de ces affaires. De manière générale, la guerre secrète aux Pays-Bas se joue donc plutôt dans la moitié sud du pays, dans les ports et près des frontières.

Mais cette guerre de l'ombre ne se joue pas qu'aux Pays-Bas. En raison de sa situation géographique, le pays est une zone de passage de l'information entre la Belgique occupée et l'Allemagne. Cette continuité implique une collaboration et une communication efficace entre les structures établies dans ces deux pays ainsi qu'aux Pays-Bas. Les structures allemandes dans l'Empire s'inquiètent en effet des possibilités d'espionnage du côté de leur frontière avec les Pays-Bas et craignent de voir arriver des espions alliés sur son sol<sup>431</sup>. Plusieurs postes aux frontières, les *Grenzüberwachungsstellen*,



sont spécialement consacrés à la surveillance du trafic entre les deux pays, comme celui de Hassum. Ces postes sont aussi susceptibles d'obtenir des informations relatives à des activités illicites en Belgique. Par ailleurs, l'*Abwehrstelle* de la Z. St. à La Haye constitue une interlocutrice privilégiée pour la *Meldesammelstelle Nord* de Wesel, parce que les enjeux de contre-espionnage la concernent également<sup>432</sup>. Cette structure envoie entre autres ses agents aux Pays-Bas, comme le fait aussi la *Kriegsnachrichtenstelle* (bureau de renseignement en temps de guerre, ci-après *KNS*) d'Anvers et le bureau de renseignement de Bruxelles, agents qui rejoignent ensuite la France et la Grande-Bretagne.

Alors que nous constatons une certaine forme de concurrence entre les structures en Belgique, la collaboration semble davantage efficace entre les succursales aux Pays-Bas et les bureaux belges. Cela peut s'expliquer par des arguments purement fonctionnels : les structures aux Pays-Bas obtiennent des informations auxquelles les *Polizeistellen* n'ont pas accès par un autre moyen, et ces dernières ne se risqueraient donc pas à entrer en concurrence avec elles. Le type de coopération entre les structures en zones occupées et aux Pays-Bas est bien illustré par les échanges qui ont lieu en mai 1917 au sujet de trois passeurs qui organisent la fuite d'un nombre important de personnes de Belgique vers les Pays-Bas. L'information obtenue via « un indicateur employé ici qui a fait ses preuves » est transmise par le consul impérial Bosenick de Rotterdam à l'*Abwehrstelle Z. St. Belgien* à La Haye. Schwermer, son chef, transfère le renseignement six jours plus tard – notons bien la longueur du délai – par l'intermédiaire de la *Z. St.* à Bruxelles, à l'*Abschnitt* d'Anvers. Le 20 mai, l'*Abschnitt* confirme la réception, en même temps qu'il transfère à son tour le message à la *Polizeistelle* de Turnhout, première concernée par ce passage imminent. Celle-ci accuse finalement réception le 23 mai, soit deux semaines après l'envoi initial. Si la collaboration existe bien, il faut néanmoins se poser la question de son efficacité puisque le passage par un nombre important d'intermédiaires a indéniablement ralenti la transmission de l'information<sup>433</sup>. Toutefois l'utilisation de ces intermédiaires est nécessaire dans la mesure du possible pour préserver la couverture intacte. Les voies que doit emprunter le courrier sont tracées selon le destinataire<sup>434</sup>.

Au-delà de cette collaboration, il existe une tentative de coordination entre les différentes structures dont attestent certaines réunions, comme celle qui a lieu le 21 juillet 1915 à Bruxelles entre le *Major Stotten*, responsable de la *IIIb West*, le *Hauptmann Kefer*, chef de la *KNS Anvers*, l'*Oberleutnant Burmann*, responsable de la *Nachrichtenstelle* de Bruxelles, le *Major Witte*, *NO* de l'*AOK 4* et le *Hauptmann Joël* chef de la *Z. St.* Sont réunies ici toutes les structures de renseignement en Belgique qui étendent leurs activités aux Pays-Bas. Le *War Office* décrit par ailleurs un certain niveau d'échange d'informations : chaque renseignement crucial serait envoyé systématiquement à tous les protagonistes concernés. Le bureau – il n'est pas clair ici s'il parle de la *G. Stelle*, de l'*Abwehrstelle* ou des deux – enverrait par ailleurs tous les trimestres un rapport sur le travail réalisé au *Badhuisweg* aux autorités militaires.

Sur le terrain les choses semblent toutefois plus compliquées et on devine une certaine confusion, voire une tension, entre les différents acteurs. Au mois de novembre 1914, un agent allemand nommé Walter Lückefett, vivant à Ostende avant la guerre et expulsé de Belgique en septembre 1914 est recruté par le consulat de Rotterdam. Il est envoyé en Belgique pour y infiltrer des réseaux alliés comme agent double ; il y

est arrêté et envoyé en prison à Holzminden puis à Aix-la-Chapelle. Son incarcération serait liée à l'ignorance de la police secrète de son recrutement et au manque de communication entre le consulat et le reste des *Polizeistellen*<sup>435</sup>. Nous pourrions croire que ce genre de maladresse n'a lieu qu'au début du conflit, alors que le système doit encore se mettre en place, mais le 8 novembre 1918, la coordination entre la police secrète en Belgique et l'*Abwehrstelle* à La Haye ne semble pas plus efficace. La *Z. St.* relaie à tous ses *Abschnitte*, en leur demandant d'en transmettre une copie aux *Polizeistellen*, une plainte de l'*Abwehrstelle*. Cette dernière demande que les agents de la police secrète en Belgique ne se présentent pas simplement chez elle comme anciens employés de la *Z. St.* pour venir y chercher du travail mais qu'ils soient munis d'une photo et surtout que la *Polizeistelle* dont ils dépendent consulte l'*Abwehrstelle* avant de les envoyer. Ceux-ci devront en outre être dédommagés par la *Z. St.* et non par le bureau Schwermer<sup>436</sup>. Il faut toutefois replacer de tels échanges dans le contexte de la fin de la guerre, et plusieurs éléments portent à croire que la police en Belgique, cherchant à protéger ses agents, les envoie aux Pays-Bas en espérant qu'ils y trouvent une occupation auprès du bureau Schwermer<sup>437</sup>.

### Activités et acteurs du contre-espionnage allemand aux Pays-Bas

Nous connaissons malheureusement peu de choses du fonctionnement du bureau Schwermer. La présence de plusieurs organes au *Badhuisweg*, ainsi que l'utilisation d'une couverture commune ne facilitent pas la compréhension de la réalité ni pour les agents du contre-espionnage allié qui enquêtent à leur sujet, ni même sans doute pour les agents de ces structures, qui ne sont pas au fait de toutes les subtilités organisationnelles. À La Haye, Schwermer travaille de manière indépendante des autres branches<sup>438</sup>, bien que certains auteurs mentionnent une coordination des efforts de renseignement et de contre-espionnage aux Pays-Bas sous la direction de l'Amirauté<sup>439</sup>. Il semble également que le bureau soit régulièrement chargé d'enquêtes préliminaires ou complémentaires pour les structures en zones occupées, en particulier pour la *Z. St.*, et éventuellement dans l'Empire. Cette *Abwehrstelle* trouverait surtout son utilité dans les informations qu'elle peut fournir puisqu'elle ne possède aucun moyen d'action sur les résistants découverts<sup>440</sup>. Les affaires dans lesquelles elle est impliquée sont jugées en Belgique et les individus demeurés aux Pays-Bas restent inaccessibles.

Elle n'en constitue pas moins un maillon important dans la chaîne du contre-espionnage allemand. La structure fournit par exemple régulière-

ment des photographies et des documents originaux des services alliés aux polices allemandes en Belgique. Elle profite également des individus qui ont traversé la frontière et fournissent des informations sur des acteurs clandestins importants. Les renseignements et documents sont envoyés au bureau central de la police allemande en Belgique qui les distribue ensuite aux *Abschnitte*. Ces derniers dirigent finalement l'information vers les *Polizeistellen* potentiellement intéressées. Il arrive également que la *G. Stelle* ou les structures diplomatiques entrent directement en contact avec la police secrète en Belgique<sup>441</sup>. C'est d'ailleurs grâce à une information que lui a transmise l'*Abwehrstelle* de La Haye que la police de la 7<sup>e</sup> armée active dans l'Aisne, toute éloignée qu'elle soit des Pays-Bas, est mise sur la trace de la préparation d'un attentat contre un dépôt de munition à Trélon-Glagean par un déserteur allemand<sup>442</sup>, affaire dans laquelle intervient également la *G. Stelle* de La Haye<sup>443</sup>. À moins qu'il s'agisse d'un coup de chance, c'est également sans doute grâce à l'aide des structures aux Pays-Bas que la marine intercepte en juin 1916 un ferry à destination de la Grande-Bretagne, sur lequel se trouve une partie de la correspondance de Tinsley avec ses supérieurs. Celle-ci les met sur la trace de plusieurs agents et est à la base du démantèlement du réseau Bordeaux au cours de l'été 1916. Dans cette affaire, 54 agents sont jugés en novembre 1916 et 10 sont exécutés le 16 décembre suivant<sup>444</sup>.

L'activité de l'*Abwehrstelle* semble surtout reposer sur les réseaux d'agents établis par des connaissances et des recruteurs présents aux Pays-Bas, parfois de longue date, et ce compris les agents diplomatiques et consulaires. En effet, une série d'acteurs « flottants », dont il est extrêmement difficile de déterminer la structure de rattachement sont régulièrement mentionnés dans nos sources. Leur évocation dans des contextes divers nous invite à penser qu'ils sont des figures centrales du renseignement aux Pays-Bas. Les noms d'Emile Krebs ou du tenancier du café *Fürstenberg* à Rotterdam, Carl Friedrich Müller<sup>445</sup>, par exemple reviennent à maintes reprises tant dans la littérature que dans les rapports du renseignement français<sup>446</sup>. Si certains les désignent comme responsables de groupes d'agents, ces électrons libres sont sans doute plutôt des intermédiaires chargés, entre autres, de recrutement pour les structures qui doivent rester sous couvert, ainsi que pour les consulats et les légations, avec lesquelles ils sont en contact permanent, et pour lesquelles ils rassemblent et redistribuent également du renseignement. Il est par ailleurs indéniable qu'ils ont été en contact à plusieurs reprises avec des agents de la *Z. St.* Edwin Ruis nous précise d'ailleurs au sujet de Krebs que « son activité principale n'était pas l'espionnage mais l'utilisation de traitres belges pour infiltrer les réseaux d'espionnage clandestins belges », information qu'il a pu trouver dans les archives nationales à La Haye et dans celles de la ville de Rotterdam<sup>447</sup>.

Les agents des structures établies aux Pays-Bas ne sont toutefois pas les seuls à y opérer puisque les infiltrations de réseaux par les agents de la police en Belgique les amènent régulièrement à y suivre les résistants. Les policiers allemands quant à eux ne se rendent jamais aux Pays-Bas, mais se retrouvent souvent à la frontière où nombre d'arrestations sont menées, en principe uniquement du côté belge. L'arrestation en juillet 1916 d'Emile Fauquenot et de Franz Creusen par la *Polizeistelle* de Liège, du côté hollandais du « fil », constitue un épisode équivoque, à l'occasion duquel les policiers allemands ont joué des ambiguïtés du tracé pour tendre un traquenard aux deux agents alliés<sup>448</sup>. Par contre, pour les agents opérant pour la police secrète, l'objectif de pénétrer aux Pays-Bas s'inscrit dans le prolongement de l'action de la *Z. St.* et consiste à prendre connaissance des connexions établies par les agents alliés et à comprendre le fonctionnement des services. Il s'agit, comme en territoires occupés, de les filer et d'infiltrer les réseaux, d'entrer en contact avec les responsables alliés, de capter les correspondances, d'éplucher la presse antiallemande, d'épier les conversations, d'établir les lieux de rendez-vous et d'identifier les protagonistes. Les agents qui parviennent à approcher les responsables alliés obtiennent de ce fait des informations déterminantes dans les enquêtes.

Il semble que seuls les agents les plus fiables et les plus compétents sont envoyés aux Pays-Bas, sans doute parce que là-bas, n'étant pas directement surveillés par leurs supérieurs, ils bénéficient d'une large marge de manœuvre. En outre, plusieurs agents néerlandais sont recrutés pour la police secrète en Belgique, témoins d'une autre forme d'implication des Pays-Bas dans cette guerre de l'ombre ; grâce à leur nationalité, ceux-ci circulent en Belgique et traversent la frontière plus facilement, ils parlent la même langue (certes avec un accent bien différent) qu'une partie des résistants et surtout, ils sont considérés comme plus fiables car moins susceptibles de se retourner. Sur les 218 agents des polices allemandes dont nous avons identifiés la nationalité, 24 soit 11 %, sont Néerlandais.

En outre, aux Pays-Bas, nombreux sont les milieux sollicités par les structures de renseignement tant alliées qu'allemandes. Assez classiquement les bars et les hôtels constituent un terreau fertile pour le recrutement et la mise en place de postes d'observation. Certains cafés sont décrits comme « repaires d'espions allemands », comme le *Fürstenberg* à Rotterdam, ou au contraire comme « lieux de réunion d'agents alliés ». Ces endroits sont sans doute également sollicités pour des raisons purement pragmatiques. Les agents en mission aux Pays-Bas n'y possèdent pas systématiquement de domicile et doivent se loger et rencontrer leurs interlocuteurs. On préfère alors les diriger vers les cafés et hôtels dont les propriétaires affichent des tendances proches de leur cause. Les services de renseignement français font état d'un tel emploi dans une note de mars 1917 indiquant qu'il est « à remarquer, l'utilisation fréquente, par les services allemands, de tenan-

ciers de grands cafés et restaurants gérés par leurs nationaux »<sup>449</sup>, et dans une autre de 1924 que le restaurant « l'Union » à Amsterdam est un établissement « de troisième ordre [...] presque exclusivement fréquenté par des Allemands ; il est actuellement encore le rendez-vous des individus qui naguère faisaient partie des services spéciaux allemands »<sup>450</sup>. Le personnel de ces établissements peut également être sollicité.

D'autres professions se prêtent particulièrement bien aux activités de renseignement, en particulier celles qui offrent une importante mobilité. Correspondants, journalistes ou voyageurs de commerce sont régulièrement approchés, tout comme de fausses compagnies sont créées par les services de renseignement pour camoufler leurs activités. Aux Pays-Bas en particulier, les bateliers sont fréquemment sollicités, et donc surveillés, pour le passage de plis d'espionnage, de correspondance et d'hommes, en partance ou à destination de la Belgique. La police secrète allemande en est consciente et infiltre elle-même ce milieu. Le *Hauptmann* Joël de la *Z. St.* estime dès 1915 que « ces agents [les agents ennemis] sont la plupart du temps occupés à l'observation de mouvements de troupes allemandes en Belgique. Comme tâche principale il y a l'observation des transports ferroviaires et des communications relatives à l'emplacement des états-majors. Ces messages ne sont la plupart du temps pas transportés par les agents eux-mêmes mais par des bateliers et batelières compétents »<sup>451</sup>. À l'école policière établie par la *GFP* à Gand, les policiers sont d'ailleurs entraînés spécifiquement au contrôle des bateliers<sup>452</sup>. Henry Landau explique aussi l'enjeu que ces profils représentent et sa difficulté à leur accorder sa confiance, tant ils sont sollicités par les deux camps. Il reconnaît néanmoins qu'ils mettent leur vie, ou à tout le moins leur carrière, en jeu en acceptant de transporter des plis pour son service<sup>453</sup>.

Établir des structures de renseignement dans des ports permet évidemment plus facilement la surveillance et le recours à ces bateliers. Plusieurs agents du bureau allemand de La Haye sont d'ailleurs issus de ce milieu ou travaillent avec lui. L'un d'eux avance par exemple qu'il a « pu [s] e rendre utile dans ces diverses missions, grâce à [s] es relations avec les bateliers et les marins, en [s] a qualité d'affréteurs d'allèges »<sup>454</sup>. Léopold Wartel, agent des *Polizeistellen* de Mons, Soignies et Bruxelles, déclare quant à lui à propos d'un agent du contre-espionnage issu de ce milieu qu'« il a procuré des renseignements par ses bateliers à la police allemande & a capté la confiance des agents des alliés par les bateliers. Il n'était pas payé & recevait en échange des permis d'importation de bateaux de moules »<sup>455</sup>.

Les déserteurs constituent un autre terreau, non pas tant pour y recruter de nouveaux agents que pour obtenir des informations dont ils seraient porteurs. Pour le contre-espionnage allemand, les déserteurs allemands représentent bien une menace puisqu'ils sont susceptibles de fournir aux

Alliés des renseignements. Les interrogatoires opérés aux Pays-Bas par le service Hunter montrent que leurs craintes sont justifiées. Les polices locales néerlandaises profitent également des renseignements dont ils sont porteurs, non seulement sur « la sécurité nationale globale des Pays-Bas, mais aussi sur les détails des itinéraires de contrebande et des points de passage frontaliers »<sup>456</sup>. Il n'est toutefois pas avéré que les Allemands aient eu recours de manière systématique à ces profils. Certains déserteurs alliés toutefois peuvent être approchés pour entrer au service du contre-espionnage, mais les cas recensés sont très rares.

## Conclusion

Le monde clandestin aux Pays-Bas est indéniablement complexe, ce qui explique la confusion qui règne parmi tous ses acteurs. S'il est difficile de dénouer les interactions qui s'y construisent, la place centrale qu'occupe le pays dans la guerre du renseignement est évidente, tout comme son rôle de plaque tournante. La multiplicité et le flux perpétuel des acteurs témoignent également du caractère connecté du pays, dans un conflit où les belligérants se rencontrent avant tout sur les champs de bataille. Le pays est une porte ouverte à un combat d'une autre nature et à des rencontres d'un autre genre.

Les Pays-Bas sont à aborder comme carrefour à la fois entre les différentes puissances mais également entre les différents acteurs, civils et militaires, d'un même pays, situation qui peut parfois mener à une réelle concurrence comme c'est particulièrement le cas pour les services anglais. La réalité se complexifie encore lorsqu'on intègre la police néerlandaise qui collabore avec le *GSIII*, qui, en voulant rester « impartiale » participe et tire profit de la circulation de l'information. Mais cette multiplication des intermédiaires n'est-elle pas aussi un obstacle au traitement efficace de l'information ? Selon le policier Fritz Ball, l'*Abwehrstelle* « n'a pas répondu aux espérances que l'on avait fondées »<sup>457</sup>, sans doute, entre autres, parce qu'il n'y avait que peu de communication entre les structures, et probablement trop de structures pour parvenir à une coordination et à une délimitation claire des tâches de chacun. Selon un rapport rédigé par le *War Office*, « le bureau de Scheveningen jouissait d'une 'réputation exagérée' car la pression qu'il exerçait a été si peu gênante qu'on ne se donnait pas trop de mal pour éviter sa surveillance. Les agents de la Sûreté britannique, dit-on explicitement, ne se sont jamais sentis très perturbés dans leurs tâches lorsqu'ils étaient pris en filature »<sup>458</sup>.

De chaque côté, on retrouve donc des stratégies assez similaires dont les différents protagonistes sont du reste conscients. Les agents se connaissent et se reconnaissent, mais il y a de chaque côté une certaine acceptation de ne pas envenimer la situation, de ne pas en arriver à un affrontement

ouvert, pour profiter de la liberté relative laissée par les Pays-Bas à condition que leur neutralité ne soit pas menacée. Toutefois, si des stratégies similaires sont utilisées des deux côtés, les dynamiques sont complètement différentes d'un camp à l'autre. Les pays occupés, en particulier la Belgique, constituent une réelle base arrière pour les Allemands, desquels partent les opérations, tandis qu'ils constituent un terrain d'opération pour les Alliés, parfois meurtrier pour leurs agents. Les Pays-Bas, quant à eux, constituent bien la base arrière des services de renseignement alliés alors que les services de contre-espionnage allemands y sont surtout présents parce qu'ils y suivent les agents alliés, qui tissent la toile de leurs réseaux du nord de la France aux Pays-Bas. Pour les Allemands, il s'agit davantage d'une extension de leurs structures en zones occupées, d'une zone de transit pour l'information. C'est sans doute pour cette raison qu'ils n'y installent que peu de structures propres au renseignement et se basent davantage sur les structures consulaires et diplomatiques. Ces deux derniers constats ne font que souligner à quel point il est important d'associer pays neutres et pays occupés dans le cadre d'une étude du renseignement en guerre.

<sup>364</sup> van Ypersele Laurence et Debruyne Emmanuel, *De la guerre de l'ombre aux ombres de la guerre*, Bruxelles, Labor, 2004 ; Debruyne, Emmanuel, « Combattre l'occupant en Belgique et dans les départements français occupés. 1914-1918. Une 'résistance avant la lettre' ? », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 115 (2012), p. 15-30.

<sup>365</sup> Les principales sources concernant ces réseaux et leurs agents sont à trouver dans les Archives générales du Royaume, *Archives de la Guerre. Commission des Archives des Services Patriotiques établis en Territoire occupé au Front de l'Ouest*.

<sup>366</sup> Pour une histoire détaillée des polices secrètes allemandes pendant le conflit, nous renvoyons à la thèse d'Élise Rezsöhazy dont la publication est en préparation. Rezsöhazy Élise, *De la protection du secret militaire à l'occupation des populations civiles. Les polices secrètes allemandes derrière le front Ouest (1914 - 1918)*, Louvain-la-Neuve, Université catholique de Louvain, 2020 (thèse de doctorat en histoire).

<sup>367</sup> Klinkert Wim, *Defending Neutrality. The Netherlands Prepares for War, 1900 - 1925*, Leiden/Boston, Brill, 2013, p. 165.

<sup>368</sup> Citons en particulier Ruis Edwin, *Spynest. British and German espionage from neutral Holland*, Stroud, The History Press, 2016 ; Boghardt Thomas, *Spies of the Kaiser. German Covert Operations in Great Britain during the First World War Era*, New York, Palgrave Macmillan, 2004 ; Klinkert Wim, « A spy's paradise ? German espionage in the Netherlands, 1914 - 1918 », in *Journal of Intelligence History*, 12/1 (2013), p. 21-35.

<sup>369</sup> Abbenhuis Maartje, *The Art of Staying Neutral. The Netherlands in the First World War, 1914-1918*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2006 ; Wolf Susanne, *Guarded Neutrality. Diplomacy and Internment in the Netherlands during the First World War*, Leiden, Brill, 2013.

<sup>370</sup> Klinkert Wim, *Defending Neutrality. The Netherlands Prepares for War, 1900 - 1925*.

<sup>371</sup> Abbenhuis Maartje, *The Art of Staying Neutral. The Netherlands in the First World War, 1914-1918*, p. 158.

<sup>372</sup> Sur les questions des réfugiés belges durant la Première Guerre mondiale voir Amara Michaël, *Des Belges à l'épreuve de l'Exil. Les réfugiés de la Première Guerre mondiale. France, Grande-Bretagne, Pays-Bas. 1914-1918*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2008.

<sup>373</sup> Abbenhuis Maartje, *The Art of Staying Neutral. The Netherlands in the First World War, 1914-1918*, p. 96-101.

<sup>374</sup> Vrints Antoon, « 'Moffen buiten !'. De anti-Duitse rellen in augustus te Antwerpen », in Jaumain Serge, e. a. (éd.), *Une guerre totale ? La Belgique dans la Première Guerre mondiale (ULB, 15 au 17 janvier 2003)*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2005, p. 47-63.

<sup>375</sup> Susanne Wolf consacre justement son étude aux internés et aux camps aux Pays-Bas durant la Première Guerre mondiale. Wolf Susanne, *Guarded Neutrality. Diplomacy and Internment in the Netherlands during the First World War*.

<sup>376</sup> Abbenhuis Maartje, *The Art of Staying Neutral. The Netherlands in the First World War, 1914-1918*, p. 111. Aucune donnée chiffrée précise ne peut être avancée. On estime néanmoins qu'au moins 10 000 déserteurs allemands sont passés par les Pays-Bas. Certains auteurs avancent qu'ils furent au moins 20 000, d'autres qu'ils furent 80 000.

<sup>377</sup> Wolf Susanne, *Guarded Neutrality. Diplomacy and Internment in the Netherlands during the First World War*, p. 130.

<sup>378</sup> Abbenhuis Maartje, *The Art of Staying Neutral. The Netherlands in the First World War, 1914-1918*, p. 120.

<sup>379</sup> Klinkert Wim, *Defending Neutrality. The Netherlands Prepares for War, 1900 - 1925*, p. 169.

- <sup>380</sup> Abbenhuis Maartje, *The Art of Staying Neutral. The Netherlands in the First World War, 1914-1918*, p. 147.
- <sup>381</sup> *Ibid.*, p. 139. Les chapitres 7 et 8 du travail de Maartje Abbenhuis se concentrent précisément sur ces états de siège et de guerre. Nous y renvoyons pour un plus ample développement.
- <sup>382</sup> Vanneste Alex, « Le premier 'Rideau de fer'? La clôture électrifiée à la frontière belgo-hollandaise pendant la Première Guerre mondiale », in *Bulletin trimestriel du Crédit communal de Belgique*, 214 (2000), p. 39-82.
- <sup>383</sup> Klinkert Wim, « Intelligence and Espionage (The Netherlands) », in *1914-1918-online. International Encyclopedia of the First World War* (page consultée le 5 avril 2019).
- <sup>384</sup> Klinkert Wim, *Defending Neutrality. The Netherlands Prepares for War, 1900 - 1925*, p. 187.
- <sup>385</sup> Abbenhuis Maartje, *The Art of Staying Neutral. The Netherlands in the First World War, 1914-1918*, p. 77.
- <sup>386</sup> AÉB, Bruxelles, Classement B, dossier 284, *Lettre du chef de la légation de Belgique à La Haye au baron Beyens, ministre des Affaires étrangères*, La Haye, 14 août 1915.
- <sup>387</sup> Klinkert Wim, *Defending Neutrality. The Netherlands Prepares for War, 1900 - 1925*, p. 208.
- <sup>388</sup> *Ibid.*
- <sup>389</sup> Klinkert Wim, « Intelligence and Espionage (The Netherlands) », in *1914-1918-online. International Encyclopedia of the First World War* (page consultée le 5 avril 2019).
- <sup>390</sup> *Ibid.*
- <sup>391</sup> Pour les identifications des acteurs alliés aux Pays-Bas, nous renvoyons vers van Ypersele Laurence et Debruyne Emmanuel, *De la guerre de l'ombre aux ombres de la guerre*.
- <sup>392</sup> Au sujet de la relation tendue entre Belges et Britanniques, voir Debruyne Emmanuel, « Intelligence in occupied Belgium: the business of Anglo-Belgian espionage and intelligence cooperation during the two World Wars (1914-1918, 1940-1944) », in *Intelligence and National Security*, 28/3 (2013), p. 313-336.
- <sup>393</sup> Pour les réseaux opérant pour le renseignement français, nous renvoyons à Ledent Philippe, *Les réseaux de renseignement du Grand Quartier général français en Belgique pendant la première guerre mondiale*, Louvain-la-Neuve, Université catholique de Louvain, 1994 (mémoire de master).
- <sup>394</sup> Voir au sujet des Ambulants, Van der Fraenen Jan, *Voor den kop geschoten. Executies van Belgische spionnen door de Duitse bezetter (1914-1918)*, Roeselare, Roularta Books, 2009. D'une manière plus générale, pour les réseaux opérant pour le renseignement belge, nous renvoyons à Abad-Mier Marie-Thérèse, *Les réseaux de renseignement du Grand Quartier général belge pendant la première guerre mondiale*, Louvain-la-Neuve, Université catholique de Louvain, 1996 (mémoire de master).
- <sup>395</sup> Au sujet des services britanniques, nous renvoyons d'une manière générale à Ocleshaw Michael, *Armour against Fate. British Military Intelligence in the First World War*, Londres, Strawberry Hill Books, 1989.
- <sup>396</sup> Roland Romain, *Un aspect de la résistance belge durant la Première Guerre mondiale. L'organisation Frankignoul. Une approche sociologique du réseau en tant que milieu relationnel*, Louvain-la-Neuve, Université catholique de Louvain, 2011 (mémoire de master).
- <sup>397</sup> Au sujet du réseau Bénazet, voir Debruyne Emmanuel et Paternostre Jehanne, *La résistance au quotidien. 1914-1918. Témoignages inédits*, Racine/AGR, Bruxelles, 2009. p. 63-75.
- <sup>398</sup> Hendrick Annette, *ORAM. Un réseau de renseignement allié pendant la Première Guerre mondiale*, Louvain-la-Neuve, Université catholique de Louvain, 1982 (mémoire de licence).
- <sup>399</sup> Boone Jacques, « MN 7 »: La station de T.S.F. militaire belge à Baarle-Duc (Baarle-Hertog) Première Guerre mondiale, Baarle-Nassau, Koninklijke Drukkerij Em. de Jong, 2014.
- <sup>400</sup> Au sujet de la Dame blanche, voir Decock Pierre, *La Dame Blanche. Un réseau de renseignements de la Grande Guerre*, Raleigh, Lulu, 2011. Voir aussi Landau Henri, *Secrets of the White Lady*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1935.
- <sup>401</sup> Guilly Véronique, *Edouard Lagasse de Locht et les services Hunter, réseau de renseignement en 1916-1918*, Louvain-la-Neuve, Université catholique de Louvain, 1988 (mémoire de licence).
- <sup>402</sup> Piégais Gwendal, « Le déserteur, source de renseignements du Secret Service. Les interrogatoires du Réseau Hunter aux Pays-Bas de 1916 à 1918 », in *Cahiers d'études de renseignement*, 7 (2017), p. 85-112.
- <sup>403</sup> BayHStA, Abt. IV, Munich, Kriegsministerium, 1629, Übersicht der Stärken der Geheimen Feldpolizei im Westen, par Walter Nicolai, 27 octobre 1918.
- <sup>404</sup> Maximilian Bauer naît à Munich le 28 avril 1866. Après son service militaire, il intègre les services de police à la frontière franco-allemande, en Alsace avant de devenir *Polizeirat*, c'est-à-dire conseiller de police, pour le ministère d'Alsace-Lorraine, à Strasbourg. Il est alors considéré comme un spécialiste de l'espionnage français. Schmidt Jürgen W., *Gegen Russland und Frankreich. Der deutsche militärische Geheimdienst. 1890-1914*, 5<sup>e</sup> éd., Ludwigsfelde, Ludwigsfelder Verlagshaus, 2015.
- <sup>405</sup> Walter Nicolai est né à Brunswick en 1873. Il intègre le 82<sup>e</sup> régiment d'infanterie en 1893 puis le Grand état-major en 1902. En 1913, il y prend la tête de la *Sektion IIIb*. Il est nommé *Major* la même année puis *Oberstleutnant* le 27 janvier 1918. Il part en retraite en 1920 avec le grade d'*Oberst*. Il meurt en 1947 à Moscou suite à son arrestation par les Soviétiques. Au sujet de Walter Nicolai, nous renvoyons à Epkenhans Michael, e. a. (éd.), *Geheimdienst und Propaganda im Ersten Weltkrieg. Die Aufzeichnungen von Oberst Walter Nicolai 1914 bis 1918*, Oldenbourg, De Gruyter, 2019.
- <sup>406</sup> Curt Joël est né en 1865 à Greiffenberg in Schlesien en Prusse. Juriste de formation, il devient *Gericht Assessor* en 1893. Depuis 1908, il est conseiller secret du gouvernement (*Geheimer Regierungsrat und Vortragender Rat*) dans l'office du Reich à la Justice (*Reichsjustizamt*). Il passe les premiers mois de la guerre au sein de la *IIIb* suppléante à Berlin. Il devient le premier chef de la *Zentralpolizeistelle* avant de devenir sous-secrétaire d'État (*Ministerial Direktor*) au sein de l'Office du Reich pour la Justice. Il devient ministre de la Justice en 1931 et décède en 1945 à Berlin. Riese Otto, « Joël, Curt », in <https://www.deutsche-biographie.de/pnd118557661.html> (page consultée le 30 septembre 2019).
- <sup>407</sup> Emile Gropengießer est né le 16 juin 1878 à Sarrebourg, antérieurement chef de police à Amanvillers puis à Mulhouse, en Alsace.
- <sup>408</sup> BayHStA, Abt. IV, Munich, HS 2261, Nachlass von Hurt, *Erfahrungen auf den Arbeitsgebieten der Zentralpolizeistelle*, 14 avril 1915.
- <sup>409</sup> BA-MA, Fribourg, RM120/160, *Lettre de Gropengießer au Grenzschutzkommando*, Bruges, 3 février 1915.

- <sup>410</sup> BayHStA, Abt. IV, Munich, HS 2261, Nachlass von Hurt, *Erfahrungen auf den Arbeitsgebieten der Zentralpolizeistelle*, 14 avril 1915.
- <sup>411</sup> GStAPK, Berlin, I. HA Rep. 77, Tit. 872, Nr. 14, *Compte rendu de la réunion du 9 décembre 1914 à Strasbourg*.
- <sup>412</sup> Karl Gneist naît le 4 septembre 1868 à Karlsruhe. Juriste de formation, il entre dans la carrière diplomatique et consulaire en 1897. De 1904 à 1909, il est consul général à New York, puis, en 1910 consul à Rotterdam, avant de passer à la légation de La Haye. Après la guerre, il intègre le ministère des Affaires étrangères avant de reprendre sa carrière diplomatique comme ambassadeur extraordinaire à Buenos Aires entre 1924 et 1928, année de sa retraite. Il décède à Bad Nauheim le 4 octobre 1939. «Gneist, Carl (Richard)», in *Bundesarchiv (en ligne)*, [http://www.bundesarchiv.de/aktenreichskanzlei/1919-1933/0000/adr/adrag/kap1\\_7/para2\\_88.html](http://www.bundesarchiv.de/aktenreichskanzlei/1919-1933/0000/adr/adrag/kap1_7/para2_88.html) (page consultée le 3 octobre 2019).
- <sup>413</sup> BA-MA, Fribourg, RW5/47, *Rapport du Generalmajor Gempp*, vol. 7 ; AGR, Bruxelles, CAP, n° 112, *Lettre du vice-consul Bosenick à l'Abwehrstelle Z. St. Belgien*, Rotterdam, 9 mai 1917.
- <sup>414</sup> Boghardt Thomas, *Spies of the Kaiser. German Covert Operations in Great Britain during the First World War Era*, p. 83.
- <sup>415</sup> BA, Berlin, R901/82428, *Coupure de presse du Petit Parisien du 15 mai 1915*.
- <sup>416</sup> Klinkert Wim, *Defending Neutrality. The Netherlands Prepares for War, 1900 – 1925*, p. 207.
- <sup>417</sup> Ruis Edwin, *Spynest. British and German espionage from neutral Holland*, p. 153.
- <sup>418</sup> Klinkert Wim, *Defending Neutrality. The Netherlands Prepares for War, 1900 – 1925*, p. 207.
- <sup>419</sup> Ruis Edwin, *Spynest. British and German espionage from neutral Holland*, p. 142.
- <sup>420</sup> AGR, Bruxelles, CAP, n° 120, *Rapport n° 4 du policier Fritz Ball*, « Rapport sur l'organisation et le fonctionnement de l'espionnage allemand, par la Sécurité militaire de la zone de l'arrière », p. 8.
- <sup>421</sup> Landau Henry, *All's fair the story of the British secret service behind the German lines*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1934p. 131.
- <sup>422</sup> LABW, HStA, M30/1 Bü 84, *Circulaire de la IIIb suppléante*, Berlin, 31 janvier 1918.
- <sup>423</sup> Franz Schwermer est représentant de commerce à Coblenche avant la guerre. *Leutnant*, il intègre la *Polizeistelle A* de Bruxelles le 21 mars 1915, où il est le représentant du chef, Schmitz. Il devient chef du bureau de Scheveningen sans doute au moment de sa création.
- <sup>424</sup> Selon le *War Office*, la création de ce bureau remonterait à 1915. *WAR OFFICE, The German Police System as applied to Military Security in War*, War Office, 1921, p. 131.
- <sup>425</sup> *The German Police System as applied to Military Security in War*, p. 132.
- <sup>426</sup> AGR, Bruxelles, CAP, n° 120, *Rapport n° 1 du policier Fritz Ball*, [1919], p. 28.
- <sup>427</sup> Au sein de l'amirauté, c'est le *Marine Hilfs-Intendantur Assessor Dr. Schwandt* qui est en charge des affaires d'espionnage aux Pays-Bas, en particulier des affaires de la G. Stelle de La Haye. BA-MA, Fribourg, RM120/161, *Geschäftsverteilungsplan der Abteilung G des Admiralstabes der Marine (Spionageabwehr)*, Berlin, [1917].
- <sup>428</sup> AGR, Bruxelles, CAP, n° 120, *Rapport n° 2 du policier Fritz Ball*, [1919], p. 18.
- <sup>429</sup> Ces bureaux apparaissent dans les destinataires de BA-MA, Fribourg, RM120/161, *Circulaire de Ebert de l'Admiralstab der Marine Abteilung G*, Berlin, 7 mai 1917.
- <sup>430</sup> BA, Berlin, R901/82375, *Lettre du consul allemand à Rotterdam au chancelier impérial*, Rotterdam, 11 janvier 1915.
- <sup>431</sup> BA, Berlin, R901/82355, *Lettre du Kriminalschutzmann Kölpin de la Grenzüberwachungsstelle Hassum à l'Auswärtiges Amt*, 2 février 1915.
- <sup>432</sup> BA-MA, Fribourg, RW5/43, *Rapport du Generalmajor Gempp*, vol. 2.
- <sup>433</sup> AGR, Bruxelles, CAP, Dossier n° 112, *Lettre du consul impérial Bosenick à l'Abwehrstelle Z. St. Belgien*, Rotterdam, 9 mai 1917.
- <sup>434</sup> *The German Police System as applied to Military Security in War*, p. 137.
- <sup>435</sup> BA, Berlin, R43/2403 d, *Lettre de von Giekel, Mitglied des Reichstags au Unterstaatssekretär Herrn Dr. Wahnschaffe*, Berlin-Niederschönhausen, 3 mai 1915.
- <sup>436</sup> AGR, Bruxelles, CAP, n° 114, *Lettre du Hauptmann Imhoff aux Polizeiabschnitte I-IV*, Bruxelles, 8 novembre 1918.
- <sup>437</sup> AGR 2, Bruxelles, Cour d'assises du Brabant, Dossiers inciviques (1919-1926), n° 64 (David De Sanson), *Lettre de David De Sanson à Bergan*, La Haye, 6 novembre 1918 ; AGR, Bruxelles, CAP, n° 3011, *La Guerre Secrète. Mémoires d'un policier de la rue de Berlaumont*, par Léopold Wartel, 1921, p. 112. Léopold Wartel explique qu'après avoir quitté la Belgique en octobre 1918, il se rend au bureau Schwermer afin d'y toucher son argent mais que sa demande est rejetée.
- <sup>438</sup> *The German Police System as applied to Military Security in War*, p. 131.
- <sup>439</sup> Ruis Edwin, *Spynest. British and German espionage from neutral Holland*, p. 209. Edwin Ruis tire ses informations de James Morton, *Spies of the First World War. Under Cover for the King and Kaiser*.
- <sup>440</sup> AGR, Bruxelles, CAP, n° 120, *Rapport n° 1 du policier Fritz Ball*, [1919], p. 45.
- <sup>441</sup> BA-MA, Fribourg, RM120/161, *Lettre de von Trützschler de la G-Stelle à l'Admiralstab der Marine, Abteilung G et à la Zentralpolizeistelle des Generalgouvernement*, La Haye, 4 septembre 1916 ; *Lettre du consul allemand de Rotterdam à la Zentralpolizeistelle de Bruxelles*, Rotterdam, 8 septembre 1916.
- <sup>442</sup> LABW, GLA, Karlsruhe, 456 F1 Nr. 687, *Bericht über das bisherige Ergebnis der Nachforschungen bezüglich der angeblich geplanten Versuche, das Munitionslager in Trélon-Glageon durch Landeseinwohner mit Hilfe deutscher Militärpersonen in de Luft zu sprengen*, par le FPK Behrendt, AHQ, 9 octobre 1917.
- <sup>443</sup> LABW, GLA, Karlsruhe, 456 F1 Nr. 687, *Bericht über das Ergebnis der weiteren Beobachtungen bezgl. des beabsichtigten Anschlages auf das Munitionslager in Glageon*, par le Feldpolizeikommissar Behrendt, AHQ, 5 novembre 1917.
- <sup>444</sup> Roland Romain, *Un aspect de la résistance belge durant la Première Guerre mondiale. L'organisation Frankignoul. Une approche sociologique du réseau en tant que milieu relationnel*, p. 76.
- <sup>445</sup> Notons toutefois que Fritz Ball rattache Müller à l'Abwehrstelle de La Haye. AGR, Bruxelles, CAP, n° 120, *Rapport n° 1 du policier Fritz Ball*, [1919], p. 45.
- <sup>446</sup> Ceux-ci sont conservés dans le fonds Moscou du Service historique de la Défense à Vincennes.
- <sup>447</sup> Ruis Edwin, *Spynest. British and German espionage from neutral Holland*, p. 154.
- <sup>448</sup> Sur cette affaire, voir notamment Landau Henry, *All's fair the story of the British secret service behind the German lines*, p. 132 sq.

- <sup>449</sup> SDH, Vincennes, 7 NN 2963, *Note de Hollande n°297 au sujet de Wolff, Adam-Joseph*, s.l., 19 mars 1917.
- <sup>450</sup> SDH, Vincennes, 7 NN 3298, *Note de renseignement sur l'espionnage allemand en Hollande*, s.l., 27 novembre 1924.
- <sup>451</sup> BayHStA, Abt. IV, Munich, Etappeninspektion 6, 134, *Circulaire du Hauptmann Joël, chef de la Zentralpolizeistelle des General-Gouvernements*, Bruxelles, 7 mai 1915.
- <sup>452</sup> BayHStA, Abt. IV, AOK 6, 845, *Erfahrungen und Beschäftigung auf der Polizeischule in Gent im Monat September 1916*, par le HFPB Nocken, AHQ, 28 octobre 1916.
- <sup>453</sup> Landau Henry, *All's fair the story of the British secret service behind the German lines*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1934, p. 80.
- <sup>454</sup> AGR, Bruxelles, CAP, n° 2853, *Lettre de Robijn à Laure Tandel*, Anvers, 22 avril 1921.
- <sup>455</sup> AGR, Bruxelles, CAP, n° 138, *Pro-Justitia*, 18 avril 1918, p. 3.
- <sup>456</sup> Wolf Susanne, *Guarded Neutrality. Diplomacy and Internment in the Netherlands during the First World War*, p. 130.
- <sup>457</sup> AGR, Bruxelles, CAP, *Rapport n° 1 du policier Fritz Ball*, [1919], p. 45.
- <sup>458</sup> *The German Police System as applied to Military Security in War*, p. 133.

